

Comment la Suède et la Finlande peuvent renforcer l'OTAN

Michael Claesson, Zebulon Carlander | 24 août 2022 | ARTICLES | 



Cet article est la traduction de « [How Sweden and Finland can bolster NATO](#) », publié sur War on the Rocks le 19 juillet 2022.

Lorsque l'[USS Kearsarge](#) a jeté l'ancre dans le centre de Stockholm, le spectacle était grandiose. Des milliers d'habitants et de touristes ont regardé avec admiration le navire qui dominait le paysage urbain environnant. Il a servi d'illustration visuelle de l'énorme changement qui s'est opéré dans la politique de sécurité suédoise depuis que la Russie a lancé son invasion à grande échelle, illégale et non-provoquée de l'Ukraine. Lorsque la Suède et la Finlande deviendront membres de l'OTAN, cela ouvrira des possibilités jusqu'alors inatteignables pour la coopération nordique en matière de défense. Celle-ci offrira à son tour des options à la fois plus larges et plus profondes pour renforcer la dissuasion et la sécurité en Europe du Nord. Elle pourrait également servir de modèle à d'autres petits États sur la manière de travailler ensemble pour maximiser leur potentiel militaire.

En se basant principalement sur leurs expériences différentes pendant la Seconde Guerre mondiale, les pays nordiques ont longtemps choisi des moyens différents pour faire face aux défis de sécurité qu'ils percevaient. Le Danemark, l'Islande et la Norvège font partie de l'OTAN depuis la signature du Traité de l'Atlantique Nord en 1949. La [Suède](#) et la [Finlande](#), pour diverses raisons, sont restées en dehors de toute alliance militaire.

La Suède a bien tenté de lancer un [Pacte de défense nordique](#) peu après la Seconde Guerre mondiale, mais le Danemark, l'Islande et la Norvège l'ont rejeté, le jugeant insuffisant pour garantir leur sécurité. Entre-temps, la Finlande n'avait que peu d'options après [avoir mené deux guerres](#) contre l'Union soviétique. Elle a survécu à la Seconde Guerre mondiale en conservant son indépendance, mais sa liberté de manœuvre en matière de politique étrangère et de sécurité était sévèrement limitée. En

raison de l'accord conclu après la guerre, la taille et la structure des forces armées finlandaises étaient strictement limitées, même si elles ont été assouplies avec le temps. La Suède, quant à elle, avait réussi [à grand-peine](#) à rester en dehors de la Seconde Guerre mondiale et considérait le Pacte de défense nordique comme la meilleure option pour les États nordiques dans la nouvelle confrontation entre grandes puissances. Lorsque cette initiative a échoué, la Suède a décidé de maintenir une politique de non-alignement militaire, avec l'intention de déclarer sa neutralité en cas de conflit entre l'OTAN et l'Union soviétique. Un facteur décisif dans cette décision était de décourager l'Union soviétique de faire de nouveaux empiètements sur la souveraineté finlandaise. L'idée étant que si cela devait se produire, la Suède jugerait nécessaire de se rapprocher politiquement et militairement de l'OTAN.

Indépendamment des doctrines de sécurité choisies par les pays nordiques, mentionnées plus haut, ceux-ci ont tout de même réussi à développer des relations solides dans le domaine de la défense, surtout après la guerre froide. Cela a été facilité par l'adhésion de la Suède et de la Finlande à [l'Union européenne \(1995\)](#) ainsi que par [l'initiative de partenariat pour la paix de l'OTAN \(1994\)](#). La tentative la plus poussée d'approfondissement des relations s'est traduite par la création de la [Coopération nordique en matière de défense](#). Elle a été lancée en 2010 sur la base d'une initiative suédo-norvégienne et s'est appuyée sur les structures et formes de coopération existantes entre les pays nordiques en matière de gestion des crises internationales. Le niveau d'ambition initial portait essentiellement sur l'efficacité des ressources par le biais de la fusion d'activités et de diverses tentatives de mise en commun et de partage, c'est-à-dire la gestion conjointe de certaines capacités et la recherche de synergies et de collaborations économiques en matière de défense. Cependant, il était constamment nécessaire de manœuvrer autour des différences fondamentales en termes de politique de sécurité, c'est-à-dire essentiellement la question de l'adhésion et de la non-adhésion à l'OTAN. Les changements considérables dans l'agenda de la politique de sécurité qui ont eu lieu en 2014 avec la prise illégale de la Crimée par la Russie et la guerre dans l'est de l'Ukraine ont approfondi encore plus la coopération entre les pays nordiques. En 2018, les ministres nordiques de la défense ont adopté une [nouvelle vision commune pour 2025](#), dont un point central consiste en une coopération en matière de paix, de crise et de conflit. C'est un tout nouveau niveau d'ambition par rapport à avant. Par conséquent, quelles que soient les différences entre les doctrines de sécurité de chaque pays, il existe déjà une coopération nordique en matière de défense et de sécurité qui fonctionne bien. Cela reflète une vision commune des menaces auxquelles nous sommes confrontés, ainsi que des valeurs, des intérêts et des interdépendances que nous partageons. Il est important de noter que les points de départ géostratégiques de la planification militaire nordique s'entrelacent lorsqu'il s'agit de questions telles que le terrain, l'infrastructure et l'espace aérien. Dans ces domaines, une grande partie de la collaboration s'effectue dans le cadre de la coopération nordique en matière de défense.

Toutefois, la coopération nordique en matière de défense et de sécurité ne s'est pas limitée à ce cadre. Il existe également diverses structures bi- et trilatérales. Pour la Suède, la plus importante de ces collaborations est celle avec la [Finlande](#). Il existe désormais des concepts militaires stratégiques et opérationnels communs à la Suède et à la Finlande, une planification opérationnelle conjointe, et même le développement d'un groupe opérationnel amphibie suédo-finlandais. Il y a des exercices constants entre les forces de défense de ces deux pays et les commandants se connaissant par leur prénom, du niveau stratégique au niveau des unités tactiques. En peu de temps et sur la base d'intérêts communs, une sorte d'« interopérabilité des esprits » s'est développée. La Suède et la Finlande participent depuis longtemps aux exercices de l'OTAN, comme l'exercice semestriel *Cold Response* en Norvège. En outre, la [Suède, la Finlande et les États-Unis travaillent sur des questions d'intérêt commun](#). Récemment, un nouveau cadre de coopération suédo-finno-norvégien a également vu le jour, dans lequel les objectifs ont des liens militaro-stratégiques clairs. Cette coopération trilatérale approfondie est basée sur une [déclaration d'intention commune de septembre 2020](#). Il convient également de mentionner l'émergence d'une coopération entre [le Danemark, la Norvège et la Suède](#), ainsi que le fait que toutes les nations nordiques participent activement à la [force expéditionnaire conjointe dirigée par le Royaume-Uni](#).

Aller plus loin

L'invasion illégale, non-provoquée et brutale de l'Ukraine par la Russie a conduit à des [réévaluations fondamentales des politiques de défense et de sécurité](#) en Suède et en Finlande. Cela a abouti à des demandes synchronisées d'adhésion à l'OTAN en mai, qui ont été [reconnues par l'Alliance](#) lors du Sommet de Madrid en juin. Il convient également de noter que le Danemark, en conséquence directe de l'agression de la Russie contre l'Ukraine, [s'est ouvert à une coopération bilatérale plus approfondie en matière de défense](#) avec les États-Unis et [a opté pour les politiques de défense et de sécurité de l'Union européenne](#), ce qui constitue également un changement majeur dans la région nordique. Si les 30 assemblées législatives des pays alliés de l'OTAN décident de ratifier les [demandes d'adhésion de la Suède et de la Finlande](#), un énorme potentiel d'expansion de la coopération en matière de défense et de sécurité entre les pays nordiques apparaîtra, ce qui profitera à la sécurité de l'Alliance et de l'Europe dans son ensemble. Certaines voix critiques ont pointé du doigt la vaste masse terrestre suédoise et finlandaise qui devra être couverte par le Traité de l'Atlantique nord. C'est bien sûr vrai, mais compte tenu des réalités géostratégiques de la région nordique, une fondation conjointe et combinée fondée sur l'adhésion à l'OTAN offrirait une base crédible et cohérente pour une

planification opérationnelle conjointe efficace. Cela permettrait également une planification logistique réaliste ainsi que de nombreuses options pour une approche coordonnée concernant, par exemple, l'accueil, la mise en place, la poursuite des mouvements et l'intégration des forces multinationales. Les forces armées suédoises et finlandaises sont aujourd'hui déjà conçues et développées pour assumer la pleine responsabilité de leur propre sécurité et défense. L'adhésion à l'OTAN leur permettra d'optimiser les plans de défense de la région nordique et baltique.

L'adhésion de la Suède et de la Finlande à l'OTAN lèverait les obstacles à la planification conjointe et permettrait aux forces armées nordiques d'apporter une contribution cohérente à la planification opérationnelle de l'OTAN, ainsi que de planifier des activités et des opérations « relevant de l'article 5 » entre elles et avec des alliés non nordiques. Plusieurs zones stratégiques composent le théâtre d'opérations nordique et balte : le Grand Nord, les passages vers la mer Baltique, l'île de Gotland et la mer du Nord avec les lignes maritimes vers et depuis la côte ouest de la Suède.

Si l'on examine les réalités géostratégiques de la région nordique, on constate aisément qu'elle relie l'Arctique et l'Atlantique Nord à la région de la mer Baltique. Elle doit donc être perçue comme une entité stratégique cohérente, quelles que soient les préférences des pays respectifs en matière de politique de sécurité. Si l'on se limite à des questions de nature plus opérationnelle, il faut, par exemple, examiner l'infrastructure de la [Calotte Nord](#) pour se rendre compte des interdépendances entre la Finlande, la Norvège et la Suède dans le cadre d'opérations conjointes dans des conditions subarctiques. En outre, la sécurité et la praticabilité des approches bien connues de la Baltique depuis et vers la mer du Nord, ainsi que l'entrée et la sortie de la mer Baltique par le détroit du Danemark, exigent une coordination étroite entre le Danemark, la Norvège et la Suède dans les domaines maritime et aérien. Des lignes de communication maritimes ouvertes vers la côte ouest de la Suède, y compris le port de Göteborg (qui est de loin le port de la région nordique ayant la plus grande capacité), sont d'une importance capitale pour l'ensemble de la région nordique et baltique, tant à des fins militaires que pour la sécurité de l'approvisionnement et des flux de marchandises à destination et en provenance de l'ensemble de la région nordique et baltique. Chacun de ces aspects est critique et concerne tous les États nordiques. L'OTAN en tirerait un immense avantage en assurant la fourniture de biens, de services et d'équipements ainsi que le transport de troupes dans la région de la mer Baltique. Dans tous ces domaines, l'adhésion de la Suède et de la Finlande à l'OTAN permettra une planification et une préparation beaucoup plus approfondies pour faire face à toute éventualité.



Les pays nordiques possèdent tous des industries de défense très performantes, ainsi qu'une forte culture de l'innovation fondée sur des normes éducatives élevées et des conditions favorables aux jeunes entreprises. Par exemple, la Suède produit

des systèmes haut de gamme tels que [l'avion de combat JAS Gripen](#), tandis que la Norvège est le développeur du [missile d'attaque interarmées](#) du F-35. Ceci étant dit, lorsqu'il s'agit de la coopération nordique en matière de développement des capacités, il faut faire preuve d'humilité et de réalisme. Des problèmes ont eu lieu dans le passé dans le cadre de la coopération militaire suédo-norvégienne, notamment lorsqu'il s'agissait de grands projets d'équipements. Régulièrement une certaine naïveté et un manque de compréhension des points de départ et des intérêts nationaux de chaque pays ont eu tendance à créer certaines tensions lorsque les projets susmentionnés n'ont pas abouti. Mais il y a eu aussi des histoires plus positives (bien que modestes), comme [l'achat conjoint suédo-finlandais d'armes légères](#).

Le fondement de la politique de sécurité commune qui découlerait de l'adhésion de la Suède et de la Finlande à l'OTAN pourrait contribuer à favoriser une approche nordique plus cohérente du développement des capacités, ainsi qu'à coordonner les positions politiques dans différents contextes internationaux. Le développement futur des capacités nordiques peut se faire par le biais de projets industriels communs, de spécialisations de niche supplémentaires et du partage des ressources afin de créer des effets opérationnels et des économies d'échelle, par exemple en matière d'exercices et d'entraînement des forces. Cela signifie que certaines des premières ambitions de la coopération nordique moderne en matière de défense pourraient devenir plus réalistes. L'un des gains les plus importants pourrait peut-être se trouver dans les domaines liés aux technologies nouvelles et émergentes. Dans ces domaines, il est possible qu'il n'y ait pas encore d'intérêts nationaux bien ancrés qui entreraient en conflit les uns avec les autres, contrairement aux plates-formes et systèmes plus avancés. Bien entendu, tout cela devra probablement être harmonisé avec l'évolution des marchés européens et mondiaux des produits liés à la défense et à la sécurité.

Une communauté transatlantique plus sûre

[Pour certains](#), une adhésion de la Suède et de la Finlande pourrait entraîner une diminution de l'importance accordée par l'OTAN aux enjeux sécuritaires d'autres zones géographiques qui préoccupent normalement l'Alliance. Il s'agit de préoccupations légitimes auxquelles nous souhaitons répondre. Il est vrai que, du point de vue de la Suède, les contributions porteraient d'abord et avant tout sur la défense collective dans la région de la mer Baltique et du Grand Nord. C'est un simple fait de géographie. Mais cela s'aligne également sur les priorités claires de l'OTAN depuis le [sommet du Pays de Galles de 2014](#) et au-delà. L'adhésion de la Suède et de la Finlande à l'alliance faciliterait (comme nous l'avons fait valoir) la planification opérationnelle et la préparation de scénarios de défense collective, ce qui renforcerait la dissuasion.

Cela ne signifie pas pour autant que la Suède doive être considérée comme inconsciente des menaces et des défis de sécurité dans d'autres parties de l'alliance, ni que la Suède ou tout autre État nordique se désintéresse du développement des capacités européennes. Par exemple, tous les pays nordiques ont régulièrement pris part à des opérations et à des missions en faveur de la paix et de la sécurité internationales par le biais des Nations Unies, de l'OTAN, de l'Union européenne, de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe, ainsi que dans le cadre de coalition ad hoc. Tout récemment, la Suède a ainsi fourni un important contingent de forces spéciales à la [Task Force Takuba](#) dirigée par la France au Sahel. La Norvège, le Danemark, la Finlande et la Suède sont tous membres de [l'Initiative européenne d'intervention](#) et, comme indiqué précédemment, l'électorat danois vient de voter pour mettre fin au retrait (*opt out*) du Danemark de la politique de défense et de sécurité de l'UE. On peut donc dire qu'en tant que membre de l'OTAN, la Suède prendrait au sérieux ses responsabilités et ses devoirs envers [tous ses alliés](#). Cela implique de [souscrire](#) à l'importance de la dissuasion nucléaire en tant qu'[élément central](#) des doctrines, concepts et politiques de l'OTAN.

Les États nordiques ont déjà été [présentés comme un modèle](#) pour les autres sous-régions en ce qui concerne l'approfondissement de la coopération dans le domaine de la défense et de la sécurité. Avec l'adhésion de la Suède et de la Finlande à l'OTAN, les possibilités d'harmoniser, de coordonner, voire d'intégrer les politiques de défense et de maximiser le potentiel militaire collectif des États nordiques seront encore plus grandes. Cela pourrait constituer à la fois un rempart stratégique en Europe du Nord et un modèle à reproduire pour les autres alliés des États-Unis. En effet, l'OTAN devenant bientôt une alliance de plus de 30 membres, il serait plus logique d'explorer les possibilités de coopération sous-régionale. Il ne s'agit pas de créer de nombreuses mini-alliances au sein de l'organisation, mais plutôt d'accroître l'efficacité et la rationalité. Ceci étant dit, la véritable force de l'alliance dépend de la cohésion de l'OTAN dans son ensemble, qui dépend de la prise en compte par tous les alliés des préoccupations et des défis de sécurité de chacun. C'est une chose que la Suède a reconnue à la fois en paroles et en actes. En conclusion, nous pensons que les États nordiques peuvent contribuer à montrer que la coopération entre des États plus petits qui partagent un héritage culturel, politique et économique similaire peut être un multiplicateur de force, ce qui serait une victoire pour les États-Unis et l'OTAN dans son ensemble. Même s'ils n'ont pas les mêmes allégeances en matière de sécurité, les États nordiques ont fait de grands progrès en matière de coopération, et si les cinq font partie de l'OTAN, l'avenir sera des plus prometteurs.

Le lieutenant-général Michael Claesson est le chef des opérations interarmées des forces armées suédoises. Il a précédemment occupé les fonctions de chef du département des politiques et des plans à l'état-major des armées, de conseiller militaire au sein des ministères des affaires étrangères et de la défense, et de commandant du contingent militaire suédois en Afghanistan. Il est également membre de l'Académie royale suédoise des sciences de la guerre. Il a coédité avec Zebulon Carlander un ouvrage sur la politique de défense et de sécurité suédoise ([Vägval, Framtiden för Svensk Säkerhet](#)). Il a récemment été choisi par le gouvernement suédois pour devenir chef d'état-major de la défense (la prise de poste aura lieu début 2023).

Comment citer cette publication

Michael Claesson, Zebulon Carlander, « Comment la Suède et la Finlande peuvent renforcer l'OTAN », trad., *Le Rubicon*, vol. 2, 24 août 2022
[<https://lerubicon.org/comment-la-suede-et-la-finlande-peuvent-renforcer-lotan/>].